

Friedrich ENGELS :

KARL MARX

(Article paru dans Volkskalender en 1878)

L'homme qui a donné le premier au socialisme et, par suite, à tout le mouvement ouvrier contemporain une base scientifique, Karl Marx, est né à Trèves en 1818. Il étudia le droit à Bonn et à Berlin, mais il se consacra bientôt exclusivement à l'étude de l'histoire et de la philosophie et, en 1842, il était sur le point de se faire nommer chargé de cours de philosophie, lorsque le mouvement politique qui prit naissance après la mort de Frédéric-Guillaume III le fit se diriger vers une autre carrière. Sous son impulsion, les chefs de la bourgeoisie libérale de Rhénanie, les Camphausen, Hansemann et autres, avaient fondé à Cologne la *Gazette Rhénane* (*Rheinische Zeitung*), et Marx, dont la critique des débats de la Diète provinciale rhénane avait fait le plus grand bruit, fut appelé en automne 1842 à la direction de cette feuille. Naturellement la *Gazette Rhénane* était soumise à la censure, mais celle-ci n'en put jamais venir à bout.

La *Gazette Rhénane* arrivait presque toujours à faire passer les articles qu'elle voulait. On commençait par présenter au censeur le menu fretin à rayer jusqu'à ce qu'il finit par céder lui-même ou qu'il y fût obligé par la menace de ne pas faire paraître le journal le lendemain. Avec dix journaux qui auraient eu le même courage que la *Gazette Rhénane* et dont les éditeurs auraient su sacrifier quelques centaines de thalers en frais supplémentaires d'impression, la censure, dès 1843, aurait été rendue impossible en Allemagne. Mais les propriétaires de journaux allemands étaient des philistins peureux, et la *Gazette Rhénane* mena toute seule la bataille. Elle fit une grande consommation de censeurs. On finit par lui imposer une double censure : après la première censure, le journal était soumis au président du gouvernement, qui devait le censurer définitivement. Mais tout cela ne servit de rien. Aussi, au début de 1843, le gouvernement déclara qu'il n'y avait rien à faire avec ce journal, et il l'interdit sans plus de forme.

Marx, qui dans cet intervalle avait épousé la sœur du futur ministre réactionnaire de Westphalie, alla s'installer à Paris, où il publia avec A. Ruge les *Annales franco-allemandes (Deutsch-französischen Jahrbücher)*, dans lesquelles il commença la série de ses écrits socialistes par une critique de la philosophie du droit de Hegel. Puis il publia avec Engels *la Sainte Famille contre Bruno Bauer et consorts*, critique satirique d'une des dernières formes dans lesquelles s'était égaré l'idéalisme philosophique allemand de cette époque.

L'étude de l'économie politique et de l'histoire de la grande révolution française laissait encore assez de temps à Marx pour qu'il s'attaquât à l'occasion au gouvernement prussien. Celui-ci s'en vengea en obtenant du ministère Guizot au printemps de 1845 — c'est M. Alexandre de Humboldt qui, dit-on, servit d'intermédiaire — son expulsion de France. Marx alla se fixer à Bruxelles et y publia en langue française, en 1846, un *Discours sur le libre-échange* et, en 1847, *Misère de la philosophie*, critique de la *Philosophie de la misère* de Proudhon. En même temps, il trouva l'occasion de fonder à Bruxelles une association ouvrière allemande et commença ainsi à faire de l'agitation pratique. Cette dernière devint encore plus importante pour lui à partir du moment où il entra avec ses amis politiques, en 1847, dans la *Ligue des Communistes*, société secrète qui existait depuis de longues années. Toute cette institution en fut complètement transformée. L'association, jusqu'alors plus ou moins clandestine, devint une organisation ordinaire de propagande communiste restant secrète seulement lorsqu'elle ne pouvait faire autrement; ce fut la *première* organisation du parti social-démocrate allemand. La Ligue exista partout où se trouvaient des associations ouvrières allemandes; presque dans toutes ces associations d'Angleterre, de Belgique, de France et de Suisse ainsi que dans un très grand nombre d'associations d'Allemagne, les dirigeants étaient des membres de la Ligue, dont la participation au mouvement ouvrier allemand qui prenait naissance alors fut considérable. Mais cette Ligue fut aussi la première à mettre en relief le caractère international de tout le mouvement ouvrier et à le réaliser dans la pratique, car elle avait comme adhérents des Anglais, des Belges, des Hongrois, des Polonais, etc.; à Londres, en particulier, elle organisa des réunions ouvrières internationales.

La transformation de la Ligue s'accomplit dans deux congrès qui furent tenus en 1847 et dont le second décida de rassembler et de publier les principes du parti dans un manifeste que Marx et Engels furent chargés de rédiger. C'est ainsi que prit naissance le *Manifeste du parti communiste*, qui parut pour la première fois en 1848, quelque temps avant la révolution de février, et qui depuis a été traduit dans presque toutes les langues européennes.

Le *Journal allemand de Bruxelles (Deutsche Brüsseler Zeitung)*, auquel Marx collaborait et dans lequel il dénonçait sans pitié le régime policier de sa patrie, avait de nouveau incité le gouvernement prussien à user de son influence pour obtenir l'expulsion de Marx,

d'ailleurs vainement. Mais lorsque la révolution de février amena, à Bruxelles aussi, des mouvements populaires et qu'un changement de régime en Belgique parut imminent, le gouvernement belge arrêta Marx sans plus de façon et l'expulsa. Dans cet intervalle, le gouvernement provisoire de France l'avait fait inviter par Flocon à revenir à Paris, et Marx se rendit à cet appel.

A Paris, il commença par combattre le bluff des aventuriers révolutionnaires qui voulaient organiser en France les ouvriers allemands en légions armées pour aller en Allemagne faire la révolution et instaurer la république. D'une part, c'était à l'Allemagne à faire elle-même sa révolution; d'autre part, chaque légion révolutionnaire étrangère qui se formait en France était immédiatement trahie par les Lamartine du gouvernement provisoire, qui la dénonçaient au gouvernement à renverser, comme cela se produisit d'ailleurs en Belgique et dans le grand-duché de Bade.

Après la révolution de mars, Marx partit à Cologne où il fonda la *Nouvelle Gazette rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*), qui parut du 1^{er} janvier 1848 au 19 juin 1849. Ce journal était alors le seul qui, au sein du mouvement démocratique, soutint le point de vue du prolétariat. Ayant pris parti sans réserve pour les insurgés de juin 1848 à Paris, il perdit presque tous ses actionnaires. C'est en vain que la *Gazette de la Croix* (*Kreuz-Zeitung*) signala le « cynisme monstrueux » avec lequel la *Nouvelle Gazette rhénane* attaquait tout ce qui était sacré, depuis le roi et le chancelier jusqu'au gendarme, et cela dans une ville prussienne fortifiée qui avait alors 8.000 hommes de garnison. C'est en vain que les philistins libéraux de Rhénanie, devenus soudain réactionnaires, tempêtèrent; c'est en vain que l'état de siège proclamé à Cologne dans l'automne de 1848 entraîna une suspension prolongée de la feuille; c'est en vain que le ministère de la justice du Reich à Francfort dénonça aux fins de poursuites judiciaires un grand nombre d'articles au procureur de Cologne, le journal continua à être rédigé et imprimé en face du corps de garde principal, et sa diffusion et sa renommée ne firent que croître au fur et à mesure que les attaques du gouvernement et de la bourgeoisie devenaient plus violentes. Lorsque le coup d'Etat prussien éclata en novembre 1848, la *Nouvelle Gazette rhénane* invita le peuple, par un appel en tête de chaque numéro, à refuser les impôts et à répondre à la violence par la violence. Pour cet appel et aussi pour un autre article, elle fut traduite au printemps de 1849 devant les jurés, qui l'acquittèrent par deux fois. Finalement, lorsque les insurrections de mai 1849 eurent été écrasées à Dresde et en Rhénanie, et lorsque la Prusse entreprit contre le soulèvement du Palatinat et du grand-duché de Bade une campagne où furent concentrées et mobilisées des troupes considérables, le gouvernement se crut assez fort pour interdire par la violence la *Nouvelle Gazette rhénane*. Le dernier numéro, imprimé en rouge, parut le 19 mai.

Marx se rendit de nouveau à Paris, mais au bout de quelques semaines, après la manifestation du 13 juin 1849, il fut mis par le gouvernement français dans l'alternative de se fixer en Bretagne

ou de quitter la France. Il prit ce dernier parti et alla s'installer à Londres, où il ne cessa depuis lors d'habiter.

On tenta en 1850 de continuer la publication de la *Nouvelle Gazette rhénane* sous forme de revue (à Hambourg), mais au bout de quelque temps il fallut y renoncer, la réaction se faisant de plus en plus violente. Immédiatement après le coup d'Etat de décembre 1851 en France, Marx publia *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* (Boston 1852; 2^e édition, Hambourg 1869, parue peu avant la guerre). En 1853, il écrivit ses *Révélation sur le procès des communistes de Cologne* (qui parurent d'abord à Boston, ensuite à Bâle, puis tout dernièrement à Leipzig).

Après la condamnation des membres de la Ligue des Communistes à Cologne, Marx ne s'occupa plus d'agitation politique, et se consacra, d'une part, pendant dix ans à l'étude des trésors que renfermait la bibliothèque du British Museum en matière d'économie politique, et, d'autre part, à sa collaboration à la *Tribune* de New York, qui publia de lui, jusqu'au début de la guerre civile américaine, non seulement des correspondances signées, mais aussi de nombreux leaders sur la situation en Europe et en Asie. Ses critiques contre lord Palmerston, appuyées sur des études approfondies des documents officiels anglais, furent réimprimées à Londres sous forme de pamphlets.

Le premier fruit de ces études économiques, qui durèrent de longues années, fut la *Contribution à la Critique de l'Economie politique*, qui parut en 1859 (Berlin, Duncker). Cet ouvrage contient le premier exposé de la théorie de la valeur de Marx ainsi que sa théorie de la monnaie. Pendant la guerre italienne, Marx combattit, dans le journal allemand *Le Peuple (Das Volk)* paraissant à Londres, le bonapartisme qui se drapait alors dans le libéralisme et jouait au libérateur des nationalités opprimées, ainsi que la politique prussienne qui cherchait à pêcher en eau trouble sous le couvert de la neutralité. A cette époque il eut également à attaquer Karl Vogt, qui était à la solde de Louis Napoléon et qui, sur les directives du prince Plon-plon, faisait alors de l'agitation pour la neutralité, et même pour la sympathie de l'Allemagne à l'égard du Second Empire. Odieusement calomnié par Vogt, Marx lui répondit par *Monsieur Vogt* (Londres 1860), ouvrage dans lequel il dévoila les Vogt et consorts de la bande impérialiste de faux démocrates, et où il démontra, par des preuves directes et indirectes, que Vogt avait été acheté par le Second Empire. C'est ce qui fut confirmé dix années plus tard : dans la liste des pensionnés de Bonaparte trouvée aux Tuileries en 1870 et publiée par le gouvernement de Septembre, il y avait à la lettre V : « Vogt, versé en août 1859, 40.000 francs ».

Enfin, en 1867, parut à Hambourg le premier tome du *Capital (Critique de l'économie politique)*, œuvre principale de Marx, qui y expose les fondements de ses opinions économique-socialistes et les traits principaux de sa critique de la société actuelle, du mode de production capitaliste et de ses conséquences. La deuxième édition de ce livre qui fait époque parut en 1872. L'auteur s'occupe actuellement de la préparation du deuxième tome.

Sur ces entrefaites, le mouvement ouvrier avait repris une telle force dans plusieurs pays d'Europe que Marx songea à réaliser un désir qu'il nourrissait depuis longtemps : la fondation d'une association ouvrière groupant les pays les plus évolués de l'Europe et de l'Amérique, association devant pour ainsi dire incarner aux yeux des ouvriers comme aux yeux des bourgeois et des gouvernements le caractère international du mouvement socialiste et encourager ainsi et fortifier le prolétariat en même temps qu'effrayer ses ennemis. Le 28 septembre 1864, une réunion publique, qui eut lieu à Saint-Martin's Hall à Londres en faveur de la Pologne, dont une nouvelle insurrection venait d'être durement réprimée par la Russie, donna à Marx l'occasion de faire cette proposition, qui fut accueillie avec enthousiasme. L'*Association internationale des Travailleurs* était fondée ; un Conseil général provisoire ayant son siège à Londres fut élu par l'assemblée, et l'âme de ce conseil général et de ceux qui suivirent jusqu'au congrès de La Haye fut Marx lui-même. Marx rédigea presque tous les documents publiés par le Congrès général de l'Internationale, depuis l'Adresse inaugurale de 1864 jusqu'à l'Adresse sur la guerre civile en France en 1870. Décrire toute l'activité de Marx dans l'Internationale, ce serait écrire l'histoire même de cette association, qui vit encore d'ailleurs dans le souvenir des ouvriers européens.

Du fait de la chute de la Commune de Paris, l'Internationale se trouva dans une situation impossible. Elle était portée au premier plan de l'histoire européenne au moment où toute possibilité d'action pratique couronnée de succès lui était enlevée. Les événements qui l'avaient élevée au rang de septième puissance, lui interdisaient en même temps de mobiliser ses forces combattives et de les utiliser activement sous peine de défaite inévitable et de refoulement du mouvement ouvrier pour des dizaines d'années. En outre, de différents côtés, des éléments se mirent en avant pour exploiter dans un but de vanité personnelle ou par pure ambition le renom si soudainement accru de l'association, sans comprendre la situation réelle de l'Internationale, sans en tenir compte. Il fallut prendre une décision héroïque ; ce fut à nouveau Marx qui la prit et l'exécuta au congrès de La Haye. L'Internationale, par une résolution solennelle, déclina toute responsabilité pour les actes des bakouninistes, qui formaient le noyau de ces éléments bornés et louches ; puis, vu l'impossibilité, devant la réaction générale, de remplir les hautes tâches qu'elle s'était assignées et de maintenir sa pleine activité autrement que par une série de sacrifices qui auraient saigné à blanc le mouvement ouvrier, elle se retira provisoirement de la scène, tandis que son Conseil général était transféré en Amérique. La suite des événements a prouvé combien cette décision était juste, quoique alors et depuis elle ait souvent été critiquée. D'une part, toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des émeutes inutiles fut rendue impossible ; d'autre part, la continuation des rapports entre les partis ouvriers socialistes des différents pays prouva que la conscience de la communauté d'intérêts et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale, pouvait avoir son efficacité même

sans l'existence d'une association internationale formelle dont les liens étaient alors devenus une chaîne.

Après le congrès de La Haye, Marx retrouve enfin la tranquillité et les loisirs nécessaires pour reprendre ses travaux théoriques. Espérons que le deuxième tome du *Capital* ne tardera pas trop à paraître.

Marx a inscrit son nom dans l'histoire de la science par de nombreuses et importantes découvertes, dont nous ne citerons ici que les principales.

La première est la révolution accomplie par lui dans la conception de l'histoire mondiale. On considérait auparavant que les raisons dernières de tous les changements historiques doivent être cherchées dans les idées changeantes des hommes et que, de tous les changements historiques, les plus importants, ceux qui dominent toute l'histoire, sont des changements politiques. Mais on ne se demandait pas d'où viennent les idées aux hommes et quelles sont les causes qui déterminent les changements politiques. Seule, la nouvelle école des historiens français et, en partie aussi, des historiens anglais en était venue à la conviction que, depuis le moyen âge au moins, la force motrice, dans l'histoire européenne, était la lutte qui se développait entre la bourgeoisie et la féodalité pour la domination sociale et politique. Mais c'est Marx qui démontra que, jusqu'à nos jours, toute l'histoire est une histoire de luttes de classe, qu'il ne s'agit dans toutes les luttes politiques, multiples et complexes, que de la domination sociale et politique de telle ou telle classe, que pour la classe ancienne il s'agit de maintenir cette domination et pour les classes qui s'élèvent de conquérir le pouvoir.

Mais comment naissent et se maintiennent ces classes ? Elles naissent et se maintiennent toujours en vertu des conditions matérielles, tangibles, dans lesquelles une société donnée produit et échange ce qui est nécessaire à la vie. La domination féodale du moyen âge reposait sur l'économie de petites communautés paysannes qui produisaient elles-mêmes presque tous les produits de leur consommation, ignoraient à peu près l'échange et étaient protégées contre l'étranger par la noblesse belliqueuse qui leur conférait une cohésion nationale, ou du moins politique. Lorsque les villes grandirent et qu'il se forma une industrie artisanale distincte, qui donna lieu à un commerce d'abord purement national, puis international, la bourgeoisie urbaine se développa et, dans sa lutte contre la noblesse, conquirit sa place dans le régime féodal en tant que classe sociale jouissant de droits spéciaux. Mais la découverte de nouveaux pays, à partir du milieu du XV^e siècle, fournit à la bourgeoisie un champ d'affaires plus vaste et, par suite, un nouveau stimulant à son industrie. Le métier fut supplanté dans les branches les plus importantes par la manufacture qui, elle-même, après l'invention de la machine à vapeur, au siècle dernier, fut refoulée par la grande industrie. Cette dernière, à son tour, réagit sur le commerce en supplantant dans les pays arriérés l'ancien travail à la main, en créant dans les pays les plus développés les moyens actuels de communication, les machines à

vapeur, les chemins de fer et le télégraphe électrique. Ainsi la bourgeoisie concentrait de plus en plus entre ses mains les richesses et la puissance sociale, alors qu'elle resta longtemps encore écartée du pouvoir politique, qui se trouvait entre les mains de la noblesse et de la royauté appuyée sur la noblesse. Mais à un certain degré de développement — en France, par exemple, après la grande Révolution — la bourgeoisie conquiert aussi le pouvoir et devint à son tour la classe gouvernante en face du prolétariat et des petits paysans.

De ce point de vue s'expliquent tous les phénomènes historiques — si l'on a une connaissance suffisante de la situation économique de la société, situation que négligent nos spécialistes de l'histoire. Les idées et les croyances de chaque époque s'expliquent également de la façon la plus simple par les conditions de vie économique de cette époque et par les rapports sociaux et politiques qui en découlent. Ce n'est que grâce à cette conception que l'histoire a été posée pour la première fois sur son véritable terrain. Le fait évident que les hommes, avant tout, mangent, boivent, s'abritent et s'habillent et qu'ils doivent travailler avant de pouvoir lutter pour le pouvoir, s'occuper de politique, de religion et de philosophie, ce fait manifeste, jusqu'à présent complètement négligé, a enfin obtenu droit de cité dans l'histoire.

Pour l'idée socialiste, cette nouvelle conception de l'histoire était extrêmement importante. Il est maintenant démontré que toute l'histoire de l'humanité se meut dans les antagonismes et les luttes de classe, qu'il y a toujours eu des classes dominantes et dominées, exploiteuses et exploitées, et que la grande majorité des hommes a toujours été condamnée à un dur labeur et à une misérable existence. Pourquoi cela ? Tout simplement parce qu'à toutes les étapes précédentes du développement de l'humanité la production était encore si faible que l'histoire ne pouvait avancer qu'avec l'existence de ces antagonismes ; que seule une petite minorité privilégiée contribuait à la progression historique, tandis que la masse était condamnée à gagner par son travail ses maigres moyens de subsistance et à accroître sans cesse la richesse de la minorité privilégiée.

Mais cette conception de l'histoire, conception qui explique si naturellement et si simplement la domination de classe, expliquée jusque-là par la méchanceté des hommes, conduit aussi à la conviction que, vu le développement formidable atteint actuellement par les forces de production, il ne reste plus aucune raison, tout au moins dans les pays avancés, de diviser les hommes en dominateurs et en dominés, en exploiteurs et en exploités.

La grande bourgeoisie dominante a rempli sa mission historique ; non seulement elle n'est plus capable de diriger la société, mais elle est devenue un obstacle au développement de la production, comme le démontrent les crises commerciales, principalement la dernière, et la dépression de l'industrie dans tous les pays. La direction historique est passée au prolétariat, classe qui peut s'affranchir uniquement parce que, en vertu de sa situation sociale, elle anéantit toute domination de classe, toute subordination et toute exploitation.

Les forces productrices sociales, qui ont dépassé les capacités de la bourgeoisie, n'attendent que le moment de passer en la possession du prolétariat uni, qui établira un régime permettant à tous les membres de la société de participer non seulement à la production, mais aussi à la répartition et à la gestion des richesses sociales. Grâce à la régularisation rationnelle de toute la production, ce régime pourra élever les forces de production sociales et les produits créés par elles de façon à satisfaire de plus en plus les besoins raisonnables de chacun.

La deuxième découverte importante de Karl Marx est l'explication des rapports du capital et du travail, autrement dit, la démonstration de la façon dont s'accomplit l'exploitation des ouvriers par les capitalistes dans la société actuelle, avec le mode de production capitaliste existant. Depuis que l'économie politique avait établi que seul le travail est la source de toute richesse et de toute valeur, on devait fatalement se demander comment il se fait que le salarié ne reçoive pas toute la valeur produite par son travail et doive en abandonner une partie au capitaliste. C'est en vain que les économistes bourgeois et socialistes s'efforcèrent de donner une réponse strictement scientifique à cette question jusqu'au moment où Marx en apporta la solution. Le mode de production capitaliste actuel implique l'existence de deux classes sociales : d'un côté, les capitalistes, qui possèdent les instruments nécessaires à la production et à l'existence ; de l'autre, les prolétaires, qui ne possèdent rien et sont obligés, pour vivre, de vendre leur seule marchandise : leur force de travail. Mais la valeur d'une marchandise quelconque est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour la production et le renouvellement de cette marchandise ; par suite, la valeur de la force de travail d'un homme moyen pendant un jour, un mois, une année, est déterminée par la quantité de produits nécessaires à l'entretien de l'ouvrier pendant un jour, un mois, une année. Admettons que les produits nécessaires à un ouvrier pour un jour exigent six heures de travail, où, ce qui revient au même, que le travail qui y est incorporé représente une durée de six heures. Dans ce cas, la valeur de la force de travail pour un jour s'exprimera par la somme d'argent nécessitant également six heures pour être produite. Admettons maintenant que le capitaliste qui occupe notre ouvrier lui paie cette somme, c'est-à-dire la valeur de sa force de travail. Si l'ouvrier travaille actuellement six heures par jour pour le capitaliste, il rembourserait complètement au capitaliste la dépense effectuée par ce dernier : six heures de travail pour une somme valant six heures de travail. Mais alors il ne resterait rien dans la poche du capitaliste. Celui-ci, évidemment, raisonne tout autrement : j'ai acheté, dit-il, la force de travail de cet ouvrier non pas pour six heures, mais pour toute une journée. Par suite, il oblige l'ouvrier à travailler, suivant les circonstances, 8, 10, 12, 14 heures, et même davantage, de sorte que le produit des heures qui suivent la sixième heure de travail est le produit d'un travail impayé et s'en va dans la poche du capitaliste. Ainsi l'ouvrier au service du capitaliste non seulement

rend à ce dernier la valeur qu'il en a reçu pour sa force de travail, mais produit encore une plus-value que le capitaliste commence par s'approprier et qui ensuite, en vertu de lois économiques déterminées, se répartit dans toute la classe capitaliste et forme la principale source d'où découlent la rente foncière, l'intérêt, l'accumulation capitaliste, en un mot toutes les richesses consommées et accumulées par les classes parasites.

Ainsi, il a été démontré que les richesses acquises par les capitalistes actuels proviennent de l'expropriation d'un travail d'autrui impayé, tout comme celles des propriétaires d'esclaves ou des seigneurs féodaux qui exploitaient le travail des serfs, et que toutes ces formes d'exploitation ne se distinguent que par la manière et les moyens employés pour s'approprier le travail d'autrui. Par suite, les classes possédantes ne peuvent plus arguer hypocritement que le Droit, la Justice, l'Égalité des droits et des devoirs, l'Harmonie générale des intérêts règnent dans l'ordre social actuel. La société bourgeoise d'aujourd'hui, comme les sociétés antérieures, est une forme gigantesque d'exploitation de l'immense majorité du peuple par une minorité infime, qui ne cesse en outre de diminuer.

C'est sur ces deux bases capitalistes que repose le socialisme scientifique contemporain. Dans le deuxième tome du *Capital*, ces découvertes scientifiques et d'autres non moins importantes concernant le système capitaliste seront plus amplement exposées, et ainsi les côtés de l'économie politique qui n'ont pas été traités dans le premier tome feront l'objet d'une étude fondamentale.

Puisse Marx être bientôt en mesure de publier ce deuxième tome !

LE MANIFESTE COMMUNISTE ET LA PATRIE

On accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'élever en classe maîtresse de la nation, il est par là encore national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois. Déjà les démarcations et les antagonismes nationaux des peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce et le marché national, avec l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qui y correspondent.

L'avènement du prolétariat les fera disparaître plus vite encore. L'action commune des différents prolétariats, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de leur émancipation. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Lorsque l'antagonisme des classes à l'intérieur des nations aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra.